

Pâturages. MM. Corbisier, Frédéric, — Tillier, Norbert, conseil lers sortants, — réélus.
Lens. MM. Hubert, Alphonse, — Cambier, Jean-Baptiste, conseillers sortants, — réélus.
Binche. MM. Wanderpepen, Auguste, — De Robiano, comte, conseillers sortants, — réélus.
Quevaucamps. MM. Manfroid, — de le Bidard, — conseillers sortants, réélus.
Thuin. MM. Liégeois et Buissacret.
Merbes-le-Château. M. Halbrech, conseiller sortant, réélu.

Réunion des Notaires de l'arrondissement de Tournay.

Les notaires de l'arrondissement de Tournay se sont réunis le samedi, 23 de ce mois, au local du Palais de Justice, afin de discuter un projet d'adresse à MM. les membres de la Chambre des Représentants, tendant à combattre le malencontreux projet de loi sur le notariat, dont la présentation récente a produit une impression si fâcheuse sur le public en général et sur le notariat belge en particulier.

Au début de la séance, M. Laurent, Notaire à Bury, rapporteur de la Chambre de discipline, a communiqué à ses collègues un travail qu'il avait préparé contre ce projet de loi. M. le secrétaire a ensuite donné lecture d'un projet d'adresse à la représentation nationale.

Les conclusions du rapporteur et du rédacteur de l'adresse ont obtenu l'approbation unanime des notaires qui s'étaient empressés de se rendre à l'invitation de leur honorable président. L'adresse a été immédiatement couverte de nombreuses signatures.

Voici le texte du rapport de l'adresse.

RAPPORT.

Messieurs,
Vous connaissez tous le malencontreux projet qui vient d'être présenté à la Chambre des Représentants par M. le ministre de la justice, sur le notariat. La Chambre de discipline aurait cru manquer au mandat qu'elle tient de vous, si elle ne vous avait pas convoqués en assemblée générale, à l'effet d'aviser de concert, aux mesures les plus propres à conjurer l'orage dont l'institution du notariat et une foule d'existences individuelles se trouvent menacées par ce désastreux projet, qui, malheureusement, a déjà trouvé des adhérents au sein de la législature.

Vous n'ignorez pas, Messieurs, que nos confrères des cours d'appel et des tribunaux de première instance se sont réunis, pour ainsi dire spontanément, afin de délibérer sur ce qu'il y avait de plus urgent à faire dans les premiers moments.

Cette union de tous les notaires des grandes villes pour la défense des intérêts de l'institution, produirait un effet plus grand, plus immédiat, si tous les notaires de canton les secondaient de leur coopération et de leurs lumières dans un but aussi louable. Je dirai tout d'abord à l'assemblée que j'ai pris la parole, dans l'espoir d'amener tous mes confrères de l'arrondissement à appuyer de leurs suffrages et de leurs démarches même, s'il en était besoin, les comités ou les commissions institués ou à instituer dans le but de purger aux coups, dont le notariat est menacé.

Dans différents arrondissements judiciaires, des assemblées générales ont eu lieu dans la même idée que celle qui nous a fait nous réunir aujourd'hui. Il est indubitable qu'aucun arrondissement ne demeurera impassible devant un péril si imminent. Croyez bien messieurs, que chaque ressort judiciaire de notre belle patrie voudra, par quelque-uns de ses organes, protester contre un aussi fatal projet.

Les propositions ministérielles ne sont, j'ai le regret de le dire, qu'une érosion contre le notariat. Conçoit-on que de sang-froid et sans qu'aucune administration publique, sans que des citoyens individuellement même, aient demandé, je ne dirai pas la mesure proposée par M. le ministre de la justice, mais une augmentation quelconque du nombre des notaires, conçoit-on, dirai-je quel'un vienne proposer aux Chambres législatives d'augmenter d'un tiers le nombre des notaires? un pareil projet, Messieurs, ne trouverait sa justification que devant de puissants motifs d'intérêt public.

Or, ces motifs d'intérêt public existent-ils? non, Messieurs.
Les notaires en exercice suffisent, autant par leur savoir que par leur zèle, aux besoins de la Société. Je crois qu'il n'est dans la pensée de personne que le notariat ait manqué à rebours du siècle, qu'il soit demeuré stationnaire.

On pourrait peut-être supposer que l'intention de M. le ministre de la justice en présentant son projet de loi, a été de faire jouir un plus grand nombre d'hommes des avantages qu'offre la position des notaires.

La Belgique judiciaire, dans son premier numéro, tome 4, 4^e année, nous donne sur ce point des renseignements précieux; c'est une statistique offrant le nombre moyen des actes que chaque notaire reçoit annuellement. Ce document, Messieurs, émane du département de la justice.

Voici les chiffres de ce tableau statistique.
Pendant les années 1835 à 1842, les notaires des cours d'appel ont reçu, terme moyen, chacun 316 actes.

Les notaires d'arrondissement ont 248.
Et les notaires du canton 162.

Assurément, Messieurs, ces chiffres n'attestent pas des occupations chez les notaires, que l'intérêt public doit souffrir du nombre actuel de ces fonctionnaires. Ils ne témoignent pas davantage d'une position trop brillante chez eux.

Messieurs, il y a peu d'années, le gouvernement a, avec raison, amélioré la position des magistrats de l'ordre judiciaire. Ce fait devait nous rassurer sur les dispositions d'une administration qui met dans ses actes, un esprit parfait de concorde. Notre illusion devait durer peu.

La portée du projet de loi, Messieurs, est facile à saisir: c'est à l'indépendance des notaires que l'on en veut. Ce projet de loi sera, dans les mains du pouvoir, une véritable épée de Damoclès, toujours suspendue sur la tête des notaires qui voudraient conserver leur libre arbitre dans l'exercice de leurs devoirs de citoyens. On appelle de pareilles lois, Messieurs, des lois politiques, des lois de réaction! et vraiment, malgré soi, l'on se prend à sourire, quand on lit le titre dont on a décoré cette œuvre.

Les dispositions principales du projet de M. le ministre de la justice, concernent les ressorts des notaires, le nombre et la répartition, de ces fonctionnaires, le stage et le certificat de capacité.

Un examen succinct des propositions ministérielles démontrera tout ce qu'elles comportent de désastreux pour le notariat.

Le projet, Messieurs, établit l'unité de juridiction entre tous les notaires d'un même arrondissement judiciaire. Cette disposition, sur laquelle on peut varier d'opinion, quant à son utilité, a excité l'alarme des notaires de première et de deuxième classes.

Sans partager leurs appréhensions, j'avoue que leurs raisons ont quelque chose de spécieux et de respectable.

Cette partie du projet rend aux notaires cantonnaires les droits qu'ils tenaient de la loi du 6 octobre 1791. Les privilèges des résidences des cours d'appel et des tribunaux de première instance cessent d'exister. Il semble donc que tous les notaires n'ont pas le même intérêt au rejet de cette disposition. Je dirai toutefois que les privilèges consacrés par la loi de ventôse en faveur des notaires de 1^{re} et de 2^{me} classes ne portent pas un bien grand préjudice aux notaires cantonnaires. Vous savez tous combien il est rare que nos confrères des résidences supérieures et moyennes exercent en dehors du ressort des justices de paix de leur résidence.

Il serait peut-être à désirer, pour l'unité de juridiction et pour effacer cette présumption d'infériorité qui pèse sur les notaires de campagne, que le ressort des notaires, dont la résidence est fixée dans des villes où siège un tribunal de première instance, fut circonscrit dans limites des justices de paix de leur résidence; mais pour cela il faudrait toucher à la loi existante, et c'est ce qu'il faut empêcher.

Je suis convaincu, et je puise cette conviction dans le projet ministériel et dans les actes posés par la Chambre des Représentants à l'égard du notariat, que tout projet qui aurait pour but de modifier, de la loi de ventôse, les dispositions qui seraient acceptées par tous les notaires, produirait ce résultat fâcheux, de mener plus loin l'idée première et de saper l'institution dans sa base.

Si ces considérations n'étaient pas assez puissantes pour rallier les opinions contre un projet aussi désastreux, je prierais ceux de mes confrères qu'elles n'auraient pas convaincus, de peser attentivement les motifs suivants que je déduis des autres articles du projet de loi.

Et d'abord, Messieurs, parlons du nombre des notaires, ainsi que M. le ministre de la justice voudrait le voir établi. D'après le projet de loi, le chef-lieu de notre arrondissement ne pourrait être augmenté que de deux notaires tandis que dans la plupart des cantons ruraux, le nombre pourrait en être doublé, et dans les autres, il serait augmenté dans la proportion de 4 à 7. Vous avouerez, Messieurs, que si M. le ministre de la justice a voulu rétablir la balance entre les notaires d'une même juridiction, et prouver, par la sollicitude pour les notaires de campagne, il s'est singulièrement hâté de détruire cet avantage en demandant à la législature de pouvoir doubler le nombre de ces fonctionnaires dans la plupart des cantons.

Cette mesure que rien ne justifie, Messieurs, puisque, comme l'a fort bien dit M. Lebeau, dans la séance de la Chambre des Représentants du 13 mai, ni les corps judiciaires, ni les corps administratifs, ni les particuliers même ne la réclamaient, doit, si elle se réalise, tuer d'un seul coup l'institution.

Cet article du projet de loi, Messieurs, combiné avec l'article 16, met à nu les intentions de son auteur.

On veut de la part des notaires du dévouement, non à la chose publique, car cela importe peu, mais à telle ou telle opinion. Avec ce projet de loi, Messieurs, les notaires seront d'autant mieux notés qu'ils se seront montrés souples aux exigences de la partie, et agissants au profit des opérations électorales. Si une partie destinée à être réservée au notariat, je crains fort qu'avant peu d'années, il ne tombe assez bas pour être comparé aux institutions des hommes de bien, et des mayeurs et échevins qui sont déjà loin de nous et au rétablissement desquelles l'article 16 du projet ministériel est un prélude.

L'article 8 du projet, Messieurs, multiplie sans aucune raison les législations des actes notaires. Le public n'a que à perdre à cette innovation.

L'article 10, qui indique les conditions d'aptitude, ne dit rien de la moralité que devront avoir les aspirants.

Je ne puis pas supposer que l'intention de l'auteur soit d'admettre aux fonctions de notaire des hommes d'une probité équivoque; mais enfin par qui se fera-t-il renseigner à ce sujet sur les candidats? Ce ne sera pas par les Chambres de discipline: depuis le temps que l'on fait de la politique à propos des nominations de notaire, ces assemblées ne sont plus consultées. Sera-ce par les administrations communales? Il faut avoir bien démerité de la Société pour ne pas obtenir de ces corps un certificat de bonne conduite, quand on en a besoin. Par qui ce sera donc? Je n'ose répondre et je dois cette réserve à ma position de membre de la chambre de discipline, je n'ose répondre, dis-je, à cette dernière question que par ces mots: le projet de M. le ministre de la justice a la politique dans toutes ses dispositions.

L'exposé des motifs reproche aux chambres de discipline de montrer dans les examens, une indulgence excessive. Ce reproche est inouï, Messieurs, car il existe une circulaire du grand-juge ministre de la justice de France, qui recommande à ces corps de ne pas gêner les candidats par des questions embarrassantes. Rien n'était donc plus aisé de rendre aux chambres de discipline leur liberté d'action! Il suffisait de rapporter la circulaire que je viens de citer ou de recommander aux chambres d'apporter plus de sévérité dans les examens.

Le projet adjoint aux chambres de discipline, pour les examens, les présidents et les procureurs du roi près les tribunaux de première instance, auxquels il donne le pouvoir de poser des questions. Personne ne songerait à critiquer cette adjonction, qui donnerait aux examens une plus grande garantie de science et d'impartialité, si par la plus singulière conception; les deux magistrats qui ne délibèrent pas avec la chambre de discipline, n'avaient le droit d'approuver ou d'improver la décision de celle-ci, sans l'avoir entendue.

A Dieu ne plaise, Messieurs, que je cherche d'établir des comparaisons, sous le rapport du savoir, entre les notaires et les magistrats dont je viens de citer les fonctions; mais puisqu'en définitive ceux-ci décident si les aspirants ont ou non bien répondu, pourquoi, je vous prie, l'intervention des chambres de discipline dans les examens?

Le 2^e § de l'art. 13 ne corrige pas cette anomalie.
Je le dirai rien, Messieurs, des régle posées par le projet, relativement au stage. Elles ne méritent pas d'être résumées.

Le projet de M. le ministre de la justice dispense de l'examen, les avocats et les docteurs en droit. Je ne veux rien dire de désagréable pour qui que ce soit; pourtant je ne tiens pas que le diplôme de docteur en droit n'est pas une garantie absolue de la science infuse du notariat dans la personne qui en est pourvue.

L'art. 42 de la loi de ventôse dispense le juge de stage, les individus qui ont rempli des fonctions administratives ou judiciaires. Cette disposition, de l'aven même de M. le conseiller d'Etat Réal, auteur de l'exposé des motifs de la loi de ventôse, ne devait pas survivre aux causes qui l'avaient produite; elle était essentiellement transitoire. Depuis plus de 40 ans, la loi de ventôse est en vigueur, et certes après un pareil laps de temps, l'article de circonstance d'une loi, si l'on a pu être expressément abrogé, est tombé en désuétude.

M. le ministre de la justice en décide autrement, il reproduit définitivement l'article 42 dans son projet, en ayant soin toutefois d'ajouter que cette disposition est moins large que l'article de la loi de ventôse.

Messieurs, des comités de notaires se sont déjà occupés des intérêts menacés de l'institution. Tout en repudiant la plupart des dispositions du projet de M. le ministre de la justice, ils ont signalé les changements qu'ils voudraient voir apporter à la loi organique du notariat. Qu'il me soit permis, Messieurs, de vous dire là-dessus toute ma pensée.

Je crois que la loi de ventôse n'est pas une loi parfaite, ni entièrement juste; mais quand je la compare au projet de M. le ministre de la justice, et aux actes posés par la législature sur cette matière, alors, Messieurs, je n'hésite pas à déclarer que celle-ci me satisfait, parce qu'elle assure mieux l'intérêt public, et je vous conjure tous de l'adopter pour votre drapeau, car le jour qu'elle cessera de vous régir dans ses principales dispositions, ce jour sera un jour de deuil pour tous ceux qui n'ont pas perdu le souvenir des services que le notariat a rendus à la Société et qu'il peut lui rendre encore.

P. F. X. LAURENT.

ADRESSE.

A Messieurs les membres de la Chambre des Représentants.

Messieurs,
Les notaires de l'arrondissement de Tournay, soussignés, usant du droit que la constitution leur accorde, ont l'honneur de vous adresser leurs observations, au sujet du projet de loi sur l'organisation du notariat, présenté récemment aux Chambres législatives par M. le ministre de la justice.

Ils ne cherchent pas ici, Messieurs, à développer longuement les motifs qui doivent vous déterminer à rejeter purement et simplement la loi qui vous est soumise, ces motifs se trouvent consignés dans les mémoires qui vous ont été présentés à cette fin. Ils se borneront à faire valoir quelques considérations générales dans l'intérêt de la cause qu'ils défendent, c'est-à-dire la dignité et la moralité de leur belle institution.

Veillez ne pas perdre de vue, Messieurs, cette maxime si vraie d'un jurisconsulte éminent: *Les hommes sont ce que les lois les font être; pour établir une bonne loi, il faut une balance comparative du pour et du contre, car on ne peut se livrer avec confiance à une raison qu'autant*

qu'on a les moyens de s'assurer qu'il n'en est point de plus forte qui agisse en sens contraire.

La loi portée en France le 6 octobre 1791, sur l'exercice de leur profession, en permettant aux notaires, par son article 11, d'exercer concurremment, entre eux dans l'étendue du département où ils se trouvaient placés, engendra divers abus réprimés ensuite par la loi du 25 ventôse an XI qui les régla effectivement. Ce sont ces funestes abus que le projet ministériel tend directement à faire revivre aujourd'hui. En effet, il suffit, Messieurs, de lire l'exposé des motifs de cette loi organique de l'an XI présenté par le conseiller d'Etat Réal, le rapport fait au tribunal par le tribun Favart, enfin le discours prononcé au corps législatif par le tribun Jaubert, pour se convaincre que le projet qui vient de vous être soumis, est destructif de la base de la bonne organisation du notariat.

Cette loi de ventôse si sagement murie et élaborée par les plus grands législateurs de l'époque, avait mis en concordance le ressort des notaires avec le nouveau plan général du système judiciaire, s'appuyant surtout sur ce motif si concluant, qu'il était nécessaire à l'intérêt public et à la considération de la profession, que le notaire s'attache à sa place, qu'il attende dans son étude, comme l'avocat dans son cabinet, la confiance des citoyens et qu'il cherche à les attirer par toutes les qualités qui la commandent.

Voilà, Messieurs, pour ce qui est relatif à la compétence et à la circonscription du territoire, ils vont vous entretenir à présent de l'augmentation proposée du nombre des notaires.

Le législateur de l'an XI, avait aussi fixé un minimum et un maximum basé sur la population dans les grandes villes et sur les besoins du service dans les villes moins importantes et les cantons. D'après cette loi, le nombre des notaires de leur arrondissement peut être porté à 60; jusqu'à ce jour ce chiffre n'a pas été atteint et rien ne prouve l'urgence ou la nécessité de le compléter.

Au contraire, l'instruction gratuite donnée par l'Etat, étendant chaque jour ses bienfaits dans nos villes et nos campagnes, aura pour conséquence nécessaire d'enlever aux notaires un nombre considérable d'affaires qui, dans un temps plus ou moins éloigné, lorsque l'instruction aura fait de nouveaux progrès, seront traitées par des avocats seings-rivés. Et c'est dans un moment où le ministère du notaire doit perdre de son importance, et où les besoins tendent à s'accroître, que M. le ministre de la justice, vient solliciter de la Chambre la faculté de pouvoir nommer en Belgique 471 nouveaux notaires, dont 31, dans l'arrondissement de Tournay en particulier. La loi actuelle ne laisse donc pas assez d'latitude, il faut une concession plus large au détriment de l'institution. Si ce malheureux système venait à prévaloir, ils n'hésitent pas à le dire, Messieurs, on verrait bientôt surgir une funeste concurrence qui avilirait les notaires, en déconsidérant leur profession.

Le rapporteur lui-même a l'appui de la thèse qu'il soutient, l'opinion d'un savant écrivain lors de la discussion de la loi de ventôse, « une profession, dit-il, ne peut être bien remplie qu'autant que celui qui s'y adonne, trouve dans son exercice honneur, intelligence et assidu, des moyens d'existence pour lui et sa famille. » Il veut aux yeux faire quelques pas pour aller chercher un notaire occupé et instruit, ou l'attendre quelques moments, que d'en avoir plusieurs à sa porte, dont le désœuvrement trône à sa suite l'ignorance, la misère et les vices.

Quant aux autres dispositions du projet de loi qu'ils combattent, ils pensent, Messieurs, que si M. le ministre de la justice avait jugé convenable d'entendre préalablement les membres de l'ordre judiciaire et les chambres de notaires (mesure ordinairement suivie à l'égard des intérêts dans la présentation d'un projet de loi d'une importance même secondaire), il serait parvenu à établir des garanties plus positives et plus salutaires à l'exercice de leur profession, soit en abrogeant les dispositions transitoires de la loi de ventôse, relatives à la dispense du stage, sans leur donner une plus grande extension, soit en établissant un meilleur mode d'examen, en harmonie avec les épreuves à subir pour les autres branches scientifiques, ou en exigeant un stage plus consciencieux et même plus long, etc., etc.

Après ces observations et celles qui vous ont été adressées par leurs collègues des autres arrondissements, ils ne doutent pas, Messieurs, que vous refusiez votre approbation à ce malencontreux projet de désorganisation notariale, et que vous maintenez ainsi dans son intégrité, une institution d'intérêt public, contre laquelle la Société belge n'a jamais eu lieu de se plaindre. C'est dans cette confiance que ils attendent le résultat de leur décision.

Veillez agréer, Messieurs, l'hommage de leur profond respect.

(Suivent les Signatures.)

Tournay, le 23 mai 1846.

La section centrale pour l'examen de la loi sur l'enseignement moyen, est constituée.

La cinquième section vient de nommer M. Dumortier pour son rapporteur.

Ainsi la section centrale est composée de: M. Liedts, président, et de MM. Brabant, Coppinckers, Delfosse, Dumortier, Fleussu et Rogier.

— Le correspondant du *Journal de Charleroy* nous fait connaître une particularité qui se rattache au procès résultant du pamphlet adressé aux classes ouvrières:

Le juge d'instruction de Louvain a saisi chez M. Van den Broeck-Moens, à Tirlemont, une lettre de M. Felix Delhasse, directeur du *Debat social*, dans laquelle celui-ci se félicite de l'entraînement qu'exercent les démocrates de l'Alliance sur les importants et les peureux de l'ancien libéralisme.

— On lit dans l'*Emancipation* d'hier au soir.

« Comme nous le pressentions, le roi des Pays-Bas en quittant la Haye le 27 dans la matinée, est parti avant que les derniers arrangements relatifs à notre différend commercial fussent radicalement arrêtés. »

— Le Sénat est convoqué pour jeudi, 4 Juin prochain, à deux heures.

— On lit dans une feuille de Courtray:

« Les faits dénoncés dernièrement à la Chambre des Représentants relativement à un nouveau procédé employé par la douane française pour reconnaître si les toiles sont teintes, se confirment et ne font que trop prouver que la France veut poser un précédent qu'elle invoquera après l'adoption du traité du 13 décembre 1845. Une nouvelle saisie vient d'être opérée pour compte d'un négociant de Lille; sur dix-neuf pièces introduites comme écruës, six ont été déclarées teintes. On est en appel devant la commission établie à Paris. Il y a plus: les prévisions que M. de Haerne a manifestées à la Chambre, quant à la possibilité d'appliquer le procédé chimique employé par la douane, aux fils aussi bien qu'aux toiles, se réalisent déjà: on nous assure que la semaine dernière plusieurs balles de fils déclarés écruës ont été arrêtées comme fils teints. La douane pour être conséquente avec elle-même, devrait également confisquer les fils, car ceux-ci par l'émersion dans la présinte, combine avec l'acide muriatique, produisent la couleur bleue aussi bien que les toiles et les fils, mais elle n'aura garde d'en agir ainsi; la France a besoin de